

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/156

11 avril 2001

(01-1869)

Comité de l'agriculture  
Session extraordinaire

Original: anglais/  
français

## SIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 22-23 MARS 2001

### Déclarations de la République tchèque

#### **G/AG/NG/W/105 (Proposition du Maroc)**

Ma délégation aimerait remercier la délégation du Maroc pour la proposition de négociation que nous avons eu le plaisir de recevoir sous la cote G/AG/NG/W/105. Cette proposition nous a beaucoup impressionnés, bien que nous trouvions que certaines idées méritaient d'être approfondies et concrétisées. Pour cela, et nous n'en doutons pas, la délégation marocaine aura assez de temps pendant les travaux futurs de ce Comité. Dans mon intervention, je vais me concentrer sur les points suivants.

En ce qui concerne l'accès au marché, ma délégation éprouve une sympathie pour l'idée d'un régime tarifaire simple, reposant exclusivement sur des taux *ad valorem*, étant donné que la République tchèque elle-même n'utilise que ce type de taux tarifaire. Cependant, nous connaissons les limites et désavantages que les taux *ad valorem* ont par rapport aux taux spécifiques.

Nous respectons les besoins spécifiques des pays en développement qui figurent dans les propositions de traitement spécial et différencié. En même temps, d'autres groupes de pays, notamment les pays en transition ou les pays qui sont en train de consolider les résultats de leur transition, se trouvent dans une situation unique qui certainement exigera des solutions particulières.

Dans le domaine des mesures de soutien exclu des engagements de réduction, dites "mesures de la catégorie verte", ma délégation a des difficultés à accepter l'idée que ce type de mesure soit susceptible de causer une distorsion des échanges. Cela étant, nous sommes tout à fait prêts à soumettre les critères de "mesures de la catégorie verte" à une révision pour qu'ils correspondent mieux à leur but et répondent mieux aux besoins de tous les Membres, comme il est d'ailleurs suggéré par la proposition dont nous avons l'honneur d'être coauteurs.

En outre, nous craignons qu'une imposition de limites générales aux "mesures de la catégorie verte" puisse limiter l'utilité de cet outil de la politique agricole.

Nous sommes d'avis que le temps n'est pas encore venu de parler de dates et de fixer la fin d'autres formes de soutien.

Nous soulignons l'importance des préoccupations d'ordre non commercial aussi pour le groupe des pays auquel nous appartenons.

### **G/AG/NG/W/138 (Proposition du Mexique)**

Nous accueillons avec satisfaction la proposition globale de négociation du Mexique, mais nous limiterons nos observations à quelques-uns de ses éléments seulement.

En ce qui concerne les subventions, l'idée de supprimer les subventions à l'exportation va de toute évidence au-delà des paramètres mentionnés à l'article 20, que le Mexique considère comme étant le cahier des charges des négociations sur l'agriculture. Par ailleurs, il nous serait quelque peu malaisé de faire dès maintenant de la suppression de ces subventions un objectif final. En revanche, nous reconnaissons avec le Mexique qu'il faut exercer une discipline dans toutes les formes de subventions à l'exportation, lesquelles doivent en outre être traitées sur un pied d'égalité.

Nous estimons que la clause de paix doit rester en vigueur et qu'elle n'appelle aucun changement de fond. Nous convenons qu'il faut maintenir les mesures de la catégorie verte. À notre avis, les dispositions relatives à cette catégorie devront être revues pour mieux correspondre à l'objectif visé et aux besoins des différents pays. En ce qui concerne la catégorie orange, nous estimons que les règles relatives aux considérations autres que d'ordre commercial doivent être discutées avant les modalités d'une nouvelle réduction des mesures de soutien interne. Quant à l'accès au marché, nous ne pouvons prendre en considération l'approche du Cycle d'Uruguay pour les réductions tarifaires que si elle tient compte des particularités des économies en transition telles qu'elles sont indiquées dans leur proposition. Nous ne partageons pas l'opinion selon laquelle les indications géographiques n'entrent pas dans le programme des négociations actuel. Pour nous, elles font partie intégrante de l'objectif consistant à créer un système de commerce des produits agricoles équitable et axé sur le marché. Enfin, pour ce qui est des considérations autres que d'ordre commercial, nous relevons avec satisfaction que le Mexique est disposé à les examiner en vue de définir ce que sont ces considérations et de s'entendre sur des instruments éventuels.

### **G/AG/NG/W/101 (Proposition de la Norvège)**

D'emblée, nous souhaitons nous joindre à d'autres délégations pour remercier la Norvège d'avoir soumis sa proposition de négociation globale qui repose sur certains fondements pertinents.

Nous reconnaissons avec la délégation norvégienne que l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture concerne la poursuite du processus de réforme et non son achèvement lors des négociations en cours. Nous reconnaissons aussi que tout nouvel engagement doit être fondé sur l'expérience tirée de la mise en œuvre des engagements actuels de réduction, de leurs effets sur le commerce mondial des produits agricoles et d'autres facteurs figurant dans l'Accord.

Dans nos précédentes communications écrites et orales, présentées individuellement ou collectivement, nous avons partagé avec d'autres les résultats de l'expérience d'un pays qui est passé par un processus de transformation sans précédent de son secteur agricole. Nous estimons que cette expérience et les défis qu'elle a suscités seront dûment pris en considération dans l'établissement de nouvelles modalités et de nouveaux engagements. À cet égard, nous saisissons l'occasion d'exprimer nos remerciements à la Norvège pour avoir reconnu comme il se doit l'existence de ces défis dans sa communication.

Il y a dans la proposition norvégienne un certain nombre d'autres éléments que nous pouvons accepter. En particulier, nous convenons qu'il faut trouver un équilibre judicieux entre les considérations commerciales et les considérations autres que d'ordre commercial et que cet équilibre fait partie intégrante du programme des négociations visant la poursuite du processus de réforme. La nécessité d'assurer la coexistence de types d'agriculture différents est un autre élément indispensable de l'action à mener en vue d'établir un système du commerce des produits agricoles équitable et axé sur le marché.

En ce qui concerne l'accès au marché, nous estimons que lorsqu'on aura pu mieux cerner les principes à appliquer en ce qui concerne les considérations autres que d'ordre commercial, nous serons mieux à même d'examiner la proposition visant à autoriser les Membres à ne faire que des réductions tarifaires limitées pour leurs principaux produits agricoles. À première vue, cette proposition mérite examen et nous aimerions réfléchir à la façon dont elle pourrait être complémentaire des mesures de souplesse réclamées par la République tchèque et d'autres pays dont l'économie est en transition. Il en va de même des sensibilités en ce qui concerne un nouvel élargissement des contingents d'accès minimal. En ce qui concerne les contingents tarifaires, nous estimons qu'il faut préciser les règles en vigueur dans le sens des objectifs exposés par la Norvège. Nous n'avons pas de commentaire à faire sur la clause de sauvegarde spéciale qui doit être maintenue, mais avec plus de précision et de façon améliorée.

En ce qui concerne le soutien interne, il nous faudrait du temps pour étudier la proposition de diviser la MGS en deux catégories, afin d'envisager dans quelle mesure cette méthode d'approche serait réalisable et maîtrisable et quelles en seraient les incidences. La catégorie verte doit être maintenue et ajustée pour tenir compte de la situation particulière de différents pays. Les Membres de l'OMC devraient avoir le droit de maintenir ou d'instaurer des mesures de la catégorie bleue. Nous sommes reconnaissants à la Norvège de l'idée que les engagements concernant les mesures monétaires de soutien interne devraient faire l'objet d'ajustements chaque année en fonction de l'inflation.

Notre dernière observation concerne la concurrence à l'exportation; nous partageons l'avis selon lequel, dans la poursuite du processus de réforme, toutes les formes de concurrence à l'exportation doivent recevoir le même traitement.

#### **G/AG/NG/W/103 (Proposition de la Pologne)**

Ma délégation apprécie la proposition présentée par la Pologne, qui englobe tous les grands piliers de la poursuite du processus de réforme en agriculture. Cette proposition, telle qu'elle nous apparaît, est spécifique en ce sens qu'elle est de celles qui reflètent de l'expérience singulière d'un pays qui a subi une transformation sans précédent consistant à passer d'une économie planifiée à l'économie de marché.

Les opinions de la République tchèque et de la Pologne sur un certain nombre d'éléments contenus dans la proposition polonaise concordent. Pour commencer par l'introduction, nous partageons l'idée qui y est exprimée qu'il est nécessaire de procéder à une analyse minutieuse et approfondie de la situation du commerce des produits agricoles. Il faudra tenir compte pour ce faire de l'expérience tirée de la mise en œuvre des engagements actuels, de la mesure dans laquelle ces engagements ont influencé le commerce et contribué à l'ouverture effective des marchés, et d'autres facteurs, comme l'inflation, qui ont une incidence sur le processus d'établissement des modalités de réductions ultérieures de la protection et du soutien.

Dans la partie de la proposition consacrée aux subventions à l'exportation, nous approuvons l'idée d'étendre le champ des négociations à tous les facteurs qui influencent la concurrence à l'exportation, notamment aux crédits bénéficiant d'un soutien public, aux activités commerciales d'État et à l'aide alimentaire. Nous souhaitons réfléchir plus avant aux mesures concrètes à prendre pour abaisser le niveau des subventions. En ce qui concerne celles qui ne sont pas mentionnées à l'article 9 de l'Accord sur l'agriculture, il est tout à fait improbable que nous envisagions d'un œil favorable une quelconque méthode d'approche fondée sur une formule.

En ce qui concerne le soutien interne, nous sommes partisans de la souplesse. À notre avis, cette souplesse est indispensable notamment pour permettre aux pays dont l'économie est en transition d'adopter les mesures nécessaires pour rétablir la viabilité de leur secteur agricole.

Notre position en ce qui concerne les questions d'accès au marché est bien connue. Nous sommes prêts à envisager une méthode fondée sur une formule, selon qu'elle répond plus ou moins à la nécessité de ménager aux économies en transition une souplesse suffisante ainsi qu'il est demandé dans la proposition d'un groupe de pays, dont la République tchèque. Nous partageons l'avis qu'il faut maintenir la SGS. En revanche, nous avons apparemment un avis différent quant à l'opportunité de renégocier ou non l'article 5. Nous estimons qu'il faudra opérer certains changements en fonction des résultats obtenus jusqu'ici.

Pour en finir avec les considérations d'ordre autre que commercial, j'estime qu'il ressort à l'évidence de nos précédentes interventions que nous avons des conceptions très voisines à ce sujet et nous serons très heureux de travailler avec la délégation polonaise et avec d'autres à poursuivre dans cette voie au cours de nouvelles négociations.

#### **G/AG/NG/W/106 (Proposition de la Turquie)**

Nous remercions la Turquie de sa proposition de négociation qui aborde des questions importantes quant au rôle du secteur agricole dans l'économie des pays en développement. Nous apprécions l'intérêt de ces questions mais nous tenons à signaler que beaucoup des aspects soulevés par la Turquie, notamment en ce qui concerne la politique agricole et la stabilité à long terme pour le développement rural, concernent tous les Membres de l'OMC.

Nous reconnaissons avec la Turquie que certaines mesures non tarifaires pourraient réduire à néant ou amoindrir les avantages découlant de l'abaissement des droits de douane et qu'elles pourraient avoir pour effet de durcir la protection des industries nationales. Toutefois, la liste de ces mesures est beaucoup plus longue que celle qui figure dans la communication turque et elle comprend d'autres pratiques qui rendent extrêmement complexes les régimes d'importation de nombreux pays. C'est pourquoi la République tchèque a proposé, avec d'autres pays, de traiter aussi la question des mesures non tarifaires dans les négociations en cours.

En ce qui concerne l'idée de convertir tous les engagements tarifaires en droits de douane *ad valorem*, nous estimons qu'il n'est pas nécessaire de répéter ce que nous avons dit il y a quelques instants à propos des observations faites sur la même question par le Maroc. Nous ne partageons pas l'avis de la Turquie concernant la nécessité de supprimer le mécanisme de sauvegarde spéciale, mais nous aimerions le voir amélioré et aménagé, pour des raisons qui découlent de l'expérience acquise jusqu'à présent. Nous sommes disposés à envisager la possibilité de donner à tous les Membres de l'OMC l'accès à cet instrument.

En ce qui concerne le soutien interne et la concurrence à l'exportation, nous sommes favorables à cette partie de la proposition turque, qui nous rappelle les effets d'une forte inflation sur l'efficacité des politiques de soutien interne. L'idée de supprimer les subventions à l'exportation paraît aller au-delà des critères énoncés à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture; pour cette raison et pour beaucoup d'autres encore, elle n'est pas acceptable. En revanche, nous souscrivons à l'idée qu'il faut soumettre à une discipline et traiter de la même façon toutes les mesures qui faussent la concurrence à l'exportation.

---